

Paul Magnette

«Discutons des compétences de la Fédération à rapatrier en Wallonie»

Le ministre-président wallon plaide pour la mise en place, après l'été, d'une commission spéciale chargée de réfléchir aux transferts de certaines compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles vers la Région wallonne.

INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Le budget 2016 de la Wallonie a été voté par le Parlement jeudi. Le déficit est fixé à 386 millions d'euros cette année. Cela reste important!

Nos choix sont délibérés. Je pourrais facilement être à l'équilibre budgétaire demain. C'est très facile: je prends 100 millions dans les aides à la recherche, 100 millions dans les aides à l'emploi, 100 millions dans le plan numérique et encore 100 millions dans laquelle il n'y a plus de soutien à l'équilibre. Ce serait une grave erreur économique. Le rythme de la Wallonie permet d'assainir nos finances tout en se préservant des marges pour investir. Les entreprises ont besoin de ce soutien. On préférerait évidemment une dynamique dans laquelle il n'y a plus de soutien économique aux entreprises, des embauches sans l'aide à l'emploi, de la recherche sans aide à la recherche, de l'investissement sans aide aux investissements... Il se fait que l'économie wallonne a encore besoin de ces subsides. Les entreprises nous demandent ces subsides.

La Wallonie reste une région subsidiée? C'est malheureusement nécessaire. Dans l'état économique où nous sommes, beaucoup d'entrepreneurs ne pourraient pas investir sans l'aide à l'investissement. Ils ne pourraient pas exporter sans les aides à l'exportation. C'est une part substantielle du budget wallon. La seule manière de réduire le déficit, ce serait de toucher à toutes ces aides. On ne le fera pas!

Parmi les grandes réformes prises ces derniers mois, il y a le chèque habitat. Pour de nombreux spécialistes, cette réforme loupe son objectif car elle ne va pas permettre aux bas revenus d'accéder à la propriété

Je ne suis pas d'accord. Là où l'argent peut avoir un effet de levier, c'est sur les jeunes

couples, les mères de familles monoparentales... Le nouveau régime renforce l'aide aux bas salaires. Prenez l'exemple d'un jeune couple d'enseignants dans le primaire avec deux enfants. Il a du mal à accéder à la propriété. C'est là que le chèque habitat va faire la différence. Evidemment, ceux qui ont un très bas salaire auront toujours plus de difficultés à accéder à la propriété.

Certains parlent de deuxième division quand il s'agit d'évoquer la Région wallonne?

Je n'ai pas ce sentiment. Si un jour je dois

choisir, je préfère rester ministre-président que devenir Premier ministre. Je suis même en train de me dire qu'il faudrait peut-être que je continue après 5 ans. Le défi lié au redressement de la Wallonie est passionnant. Je sens que nous avons les leviers pour y arriver même si nous devons accepter des choses sur lesquelles nous n'avons pas de prises comme les décisions du Fédéral ou les prix du pétrole.

On avait annoncé un basculement du centre de gravité vers les Régions au moment de la sixième réforme de l'Etat. On l'attend toujours...

Les Régions sont plus importantes mais cela ne percole pas encore. C'est en partie de notre faute et on a prévu de travailler là-dessus pendant les vacances de Noël. Notre division institutionnelle entre la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) et la Région wallonne est une partie du problème. Cela handicape notre visibilité. Il y a beaucoup plus de visibilité du gouvernement flamand en Flandre que du gouvernement wallon en Wallonie. Ils ont une forme d'organisation qui n'a pas la complexité que nous avons du côté francophone. Je ne suis pas demandeur d'une septième réforme de l'Etat mais nous pourrions réorganiser notre mode de fonctionnement avec la Fédération Wallonie-Bruxelles pour renforcer la cohérence.

Avant les élections de 2019?

Oui, en faisant une Sainte-Emilie bis entre francophones. Opérer des transferts intrafrancophones est très facile. Je prends l'exemple de la politique du sport. Les infrastructures et les emplois sont gérés par la Wallonie et la politique sportive par la Fédération. C'est absurde! Il y a aussi des divisions désuètes en matière de santé, de jeunesse, de promotion sociale... On pourrait recréer des opaquets de cohérences en Wallonie.

Vous lancez là l'idée d'une grande réforme intrafrancophone avant 2019

Discutons des compétences de la FWB à rapatrier en Wallonie. Je vais essayer de convaincre les autres partis, et donc le cdH, le MR et Ecolo, car cela nécessite une majorité des deux tiers. Je propose qu'on mette sur pied une commission parlementaire ouverte à tous les partis. Nous devons mener ce débat au sein du Parlement wallon. Nous devons nous demander quelles sont les compétences logées à la Fédération, et qui sont connexes aux compétences régionales, qui doivent être rapatriées à Namur.

Quel est votre timing?

La commission sur le renouveau démocratique doit aboutir avant l'été. Après cette commission, mettons sur pied une commission parlementaire sur la réorganisation des compétences intrafrancophones. Cela ne doit pas être un tabou.

Cela nécessite un accord avec Bruxelles

Oui, il faut que la volonté soit la même à Bruxelles mais j'ai commencé à en discuter avec mes homologues bruxellois. Ils sont ou-

verts à la discussion.

Cette réorganisation des compétences permettrait-elle d'améliorer l'image de la Wallonie et d'affirmer le fait régional?

Oui, mais nous devons aussi continuer à travailler sur la mise en scène de notre action. On réforme beaucoup le fonctionnement du Parlement mais je ne peux pas m'empêcher de remarquer la forte différence avec la Chambre.

Quand j'étais au Fédéral, le jeudi après-midi, 25 caméras filmaient les débats. Quand je vais au Parlement wallon, on est déjà content quand il y a l'agence Belga et une caméra.

La faible image de la Wallonie serait la faute des médias?

Je ne dis pas que c'est la faute des médias mais la réforme de l'Etat ne s'est pas réfléchi dans le paysage médiatique. Regardez la place de la Région wallonne dans la couverture des médias... Cela va mieux dans la presse écrite mais minutez les sujets fédéraux et wallons dans un JT. Le paysage médiatique doit aussi vivre sa sixième réforme de l'Etat.

L'opposition libérale qualifie votre équipe de gouvernement «planplan», à chaque problème un plan. Le manque de visibilité de l'action politique de la Wallonie ne vient-il pas de là: trop de plans et pas assez de concret?

C'est normal de lancer des plans en début de législature. J'ai un rythme de 5 ans. Il faut nous laisser le temps de digérer nos nouvelles compétences. L'assainissement budgétaire a aussi été un sacré boulot! Tout pris ensemble, avec le tax shift du Fédéral, on sera à 10% d'assainissement sur l'ensemble de la législature. Aucun autre gouvernement n'a connu un tel assainissement. Nous avons recentré 6 milliards (si on cumule le budget du plan Marshall et l'aide européenne) sur la relance de l'économie.

Place maintenant aux entrepreneurs...

Oui, le système de soutien est arrivé à maturité en Wallonie. Le mécanisme des «public banks» avec la SRIW et la Sowalfin est efficace. Les entrepreneurs doivent saisir les opportunités. Et en plus, les astres s'alignent: le prix de l'euro, le prix du pétrole, un retour de croissance en Europe... C'est maintenant qu'un entrepreneur doit saisir toutes ses chances. J'entends prendre du temps dans les prochains mois pour tourner en Wallonie et l'expliquer aux entrepreneurs.

Vos prises de position sur le Premier ministre Charles Michel ont fait par contre plus de bruit. N'avez-vous pas franchi une ligne rouge?

Je suis intervenu deux fois, et de manière défensive. Une fois sur les 750 millions d'euros d'erreurs du Fédéral. C'est mon devoir en tant que premier des Wallons de le dénoncer. J'ai réagi vigoureusement. Le Fédéral a fait une erreur et Charles Michel n'a jamais présenté ses excuses. Je prends acte. J'ai également réagi il y a quelques jours sur le dos-

sier climat. J'ai fait des propositions à Geert Bourgeois et Charles Michel pour arriver à un accord. Et quoi? Charles Michel ment effrontément en accusant la Wallonie lors d'une séance plénière à la Chambre. J'aurais pu dire qu'il a menti sur la N-VA, qu'il a menti sur le saut d'index, qu'il a menti sur les pensions, qu'il a menti sur la TVA sur l'électricité, et qu'il ment encore sur le climat... Je pourrais facilement jouer à ce petit jeu mais j'ai juste dit que c'est un mensonge caractérisé de dire que c'est la faute de la Wallonie si la Belgique n'avait pas d'accord sur le climat. Je n'ai pas eu les moindres excuses de Charles Michel et il ne s'est pas justifié. Je ne peux pas le laisser bafouer la Wallonie. C'est mon devoir.

Vous attendez toujours des excuses de Charles Michel?

Sur les 750 millions, je trouve que le Fédéral aurait pu s'excuser. Ce serait normal de recevoir des excuses. Ce manque de concertation avec le Fédéral, c'est du gâchis.

Et le citoyen dans tout cela... Comprendriez-vous qu'il s'y perde au milieu de cette guerre de tranchées entre le Fédéral et la Wallonie?

Je le comprends mais c'est un peu facile de dire que les torts sont partagés et que c'est la faute de tout le monde. Qu'on me montre un acte hostile que le gouvernement wallon a posé? Tous les actes hostiles sont venus du Fédéral à l'égard de la Wallonie! Pour 2016, je fais le vœu que je n'ai pas de raison à pousser de cris d'alarme comme j'ai dû le faire à deux reprises en 2015.

Que pensez-vous de l'éviction de Laurence Bovy, étiquetée PS, à la présidence du SFPI au profit d'un représentant MR?

Je trouve cela dommage. Laurence Bovy est une grande commis de l'Etat qui a démontré sa loyauté. Ce n'est pas élégant tout comme ce n'était pas élégant de dégrader Mathias Dewatripont à la BNB pour son étiquette politique. Il y a une série de libéraux dans l'administration wallonne et pourtant, on ne

commence pas à les dégrader.

Mais vous avez décidé de repolitiser les nominations à la tête de l'administration wallonne avec une série de mandats qui ne seront plus attribués sur la base d'un concours

C'est le système qui a été décidé par la législature précédente et cela a au moins le mérite d'être transparent. Personne n'est pris au piège. Laurence Bovy avait un mandat jusqu'en 2018.

Etes-vous d'accord avec cette repolitisation en Wallonie?

Là-dessus, j'ai des avis que je garde pour moi. On peut avoir débat! Je constate cependant que nous avons une administration wallonne de plus en plus efficace.

LES PHRASES CLÉS

«Mettons sur pied une commission parlementaire sur la réorganisation des compétences intrafrancophones.»

«Le système de soutien est arrivé à maturité en Wallonie. C'est maintenant qu'un entrepreneur doit saisir toutes ses chances. J'entends prendre du temps dans les prochains mois pour tourner en Wallonie et leur expliquer.»

«Je n'ai pas eu les moindres excuses de Charles Michel et il ne s'est pas justifié. Je ne peux pas le laisser bafouer la Wallonie. C'est mon devoir.»